

LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D'URGENCE POUR
L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE MISES EN CHANTIER DE
MAISONS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En l'absence du ministre d'État chargé des Affaires urbaines qui est responsable du logement, je me permets d'adresser cette question au premier ministre suppléant. Étant donné que tout juste avant Noël, le directeur de la SCHL, M. Teron, a déclaré qu'il existait certains programmes d'urgence que le gouvernement mettrait en œuvre si le nombre des mises en chantier était inférieur à l'objectif prévu de 200,000 par année, et étant donné que le nombre actuel, d'après les statistiques publiées hier, n'était que de 138,000 unités de logement, le premier ministre suppléant pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement entend mettre en œuvre ces programmes d'urgence dont parlait M. Teron?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): J'aimerais prendre note de la question pour pouvoir y répondre de façon précise.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—ON DEMANDE LA
PUBLICATION DES NOMS DES MEMBRES DES COMITÉS
CONSULTATIFS

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Considérant le fait que le ministre a décidé que des comités consultatifs des secteurs de travail ont été chargés de «prioriser» les projets présentés par les jeunes dans le cadre du programme Perspectives-Jeunesse, et étant donné qu'il est impossible d'obtenir des fonctionnaires du bureau du ministre les noms des membres de ces comités, puis-je demander au ministre s'il est disposé à autoriser ses fonctionnaires à fournir la liste des membres d'un comité, pour une région donnée, sur demande d'un député?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Très certainement, monsieur l'Orateur, je n'y vois aucune objection. Je crois, en fait, que chaque député devrait avoir une liste des membres des comités consultatifs des secteurs de travail, qui sont nommés dans l'ensemble par les députés eux-mêmes. Si cela pose le moindre problème, je donnerai immédiatement des directives pour rendre cette information disponible.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné la bienveillance du ministre et sa réponse affirmative, puis-je lui demander qu'il donne immédiatement des instructions aux fonctionnaires de son bureau pour qu'ils répondent effectivement dans le sens de la réponse qu'il vient de donner?

[Traduction]

M. Andras: Je crois que c'est exactement ce que je viens de dire, monsieur l'Orateur.

Questions orales
LE LOGEMENT

L'OBJECTIF GOUVERNEMENTAL QUANT AUX MISES EN
CHANTIER—LA POSSIBILITÉ DE DÉDUCTION FISCALE DES
REMBOURSEMENTS D'HYPOTHÈQUES ET DES IMPÔTS
FONCIERS

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir à la baisse alarmante des mises en chantier d'habitations qui s'est produite durant le premier trimestre de 1975. Cette baisse a été de 54 p. 100 pendant le seul mois de mars. Le premier ministre suppléant peut-il nous dire si le gouvernement croit encore pouvoir atteindre son objectif minimum de 210,000 mises en chantier, et si cet objectif sera maintenu lors de la préparation du nouveau budget?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, la Chambre aura remarqué qu'hier lorsque le ministre des Finances a annoncé qu'il présenterait un nouveau budget, c'est l'un des problèmes qu'il a mentionnés et qui semblent avoir rendu nécessaires d'autres mesures.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, maintenant que le ministre des Finances reconnaît la gravité de la situation économique par sa promesse de présenter un budget, le gouvernement songe-t-il sérieusement à une mesure budgétaire tendant à permettre la déduction, aux fins du fisc, d'une proportion des versements hypothécaires et des impôts fonciers?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ancien ministre des Finances, je n'ai jamais prêté ce que contiendrait un budget. A mon avis, ces questions sont confidentielles; par ailleurs, je transmettrai volontiers la suggestion au ministre des Finances.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE DE PARTICIPATION DU MINISTRE ET DE CERTAINS
COLLÈGUES À LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, comme il se peut que le concept d'une zone économique de 200 milles ne se traduise peut-être pas en accord officiel lors de la Conférence sur le droit de la mer, et comme la Conférence ne saurait être couronnée de succès autrement que par un accord fondé sur le principe selon lequel l'État côtier doit administrer la zone économique, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures compte-t-il se rendre, avec ses collègues des Pêches et de l'Environnement, pour la fin de la Conférence y renforcer l'équipe canadienne laborieuse qui négocie actuellement en notre nom?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je souhaite la bienvenue au député qui revient de la Conférence sur le droit de la mer. Je me propose d'y prendre la parole un peu plus tard. Entre-temps, mon collègue, le ministre de l'Environnement, s'y rendra, et ce sera ensuite le ministre d'État chargé des Pêches. Ainsi, la délégation aura l'appui de ministres comme je l'avais dit.